



Un migrant à bord de l'«Aquarius», affrété par SOS Méditerranée, en avril 2018, deux mois avant que Matteo Salvini ne ferme les ports italiens aux navires des ONG secourant des migrants. EPA

Sans navires de secours, la Méditerranée pourrait devenir «une mer de sang»

Un an après la fermeture des ports italiens, le risque de mortalité des migrants en Méditerranée centrale a explosé

«Si nous ne faisons rien, la Méditerranée deviendra une mer de sang.» Ces mots forts ont été employés il y a quelques jours par Carlotta Sami, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) pour l'Europe du Sud, basée à Rome. Ses propos visaient à alerter sur le sort des migrants qui tentent la traversée de la Méditerranée, où il n'y a presque plus de bateaux de sauvetage. Alors que, selon les chiffres du HCR publiés ce mercredi matin, le nombre de personnes déracinées à travers le monde a dépassé 70 millions en 2018, un niveau sans précédent, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) estime que le risque pour un migrant de périr en Méditerranée a quadruplé cette année.

L'UE en cause

Juin 2018: Matteo Salvini, le ministre italien de l'Intérieur, annonce la fermeture de tous les ports du pays aux navires d'ONG portant secours aux migrants. Depuis, au moins 1151 personnes sont mortes en Méditerranée centrale et plus de 10 000 autres ont été renvoyées de force dans l'enfer libyen, selon SOS Méditerranée et Médecins sans frontières (MSF), qui incriminent les «politiques migratoires européennes irresponsables».

«Et ce chiffre ne prend pas en compte le nombre de migrants interceptés par les gardes-côtes libyens qui meurent ensuite dans les centres de détention», précise Julie Melichar, porte-parole de SOS Méditerranée Suisse. Le jour

où Salvini a fermé les ports aux ONG, la jeune Neuchâteloise s'en souvient bien. Elle était à bord de l'Aquarius avec 630 naufragés secourus en haute mer. «On est restés incroyables. C'était tellement inimaginable de faire passer les considérations politiques avant les vies humaines», se souvient-elle. «Les méthodes de Salvini sont certes contestables, mais c'est la réponse d'un pays qui a fait beaucoup et pendant des années pour accueillir les migrants sur son territoire malgré l'absence de solidarité promise par les autres États européens», ajoute-t-elle. Le 17 juin 2018, après dix jours d'errance en mer, l'Aquarius, premier navire de sauvetage bloqué par les autorités italiennes, accostait finalement à Valence, en Espagne.

ONG entravées et harcelées

Au fil des semaines, les blocages des bateaux affrétés par des ONG sont devenus la nouvelle «norme». Privé de pavillon, l'Aquarius a été obligé de jeter l'éponge en décembre. SOS Méditerranée, qui travaille sur la terre ferme afin de reprendre la mer au plus vite, explique que, ces deux derniers mois, plus de 3800 départs sur des embarcations de fortune ont été répertoriés. «L'absence de navires humanitaires n'influence pas la décision des migrants, qui préfèrent prendre le risque de mourir en mer plutôt que de mourir à petit feu en Libye. Ce qui prouve bien que, contrairement à ce qui a été dit, les ONG de sauvetage ne créent pas d'appel d'air pour l'immigration», poursuit Julie Melichar, pour qui la criminalisation du secours en mer menace l'obligation légale de prêter assistance aux personnes en détresse. Effectivement, les navires commerciaux et militaires sont de moins en moins disposés à porter se-

cours à des naufragés de peur d'être bloqués en mer et de se voir refuser un port sûr pour les débarquer. Quant à l'opération navale européenne Sophia, elle a été réduite à de la surveillance aérienne.

Nouveau tour de vis italien

«Les bateaux des ONG ont joué un rôle vital pour sauver des vies humaines en mer, et nous exhortons les États à lever les restrictions juridiques et logistiques à leurs opérations», déclarait vendredi Charlie Yaxley, porte-parole du HCR à Genève. Le soir même, un nouveau décret de sécurité du gouvernement italien visant à décourager les sauvetages en mer entraine en vigueur. Ce texte prévoit notamment des amendes pour les navires des ONG chargés de sauver des vies. En cas de récidive, l'embarcation pourra être saisie. L'appel du HCR à reconsidérer ce décret est resté lettre morte.

Avec l'escalade du conflit en Libye et l'arrivée de conditions météorologiques favorables, les migrants seront de plus en plus nombreux à tenter la traversée pour rejoindre l'Europe. Une situation qui inquiète l'agence onusienne. Durant la deuxième semaine de juin, «944 personnes ont quitté la côte libyenne en bateau; 65 d'entre elles se sont noyées au large des côtes tunisiennes. Parmi les survivants, 65% ont été renvoyés en Libye», a détaillé Charlie Yaxley, en rappelant que «personne ne devrait être renvoyé là-bas».

«La réponse des gouvernements européens à la tragédie en Méditerranée et en Libye n'a fait que se dégrader cette année, résume Julie Melichar. Mais heureusement une forte proportion de la société civile reste mobilisée derrière nous. Et c'est grâce à ça qu'on réussira à reprendre la mer.»

Yannick Van der Schueren

Chine Un rapport pointe les prélèvements forcés d'organes

Dans un rapport qui doit être publié ce mercredi, le China Tribunal, mis en place par la Coalition internationale pour mettre fin aux abus liés aux transplantations en Chine (ETAC), affirme «à l'unanimité et au-delà de tout doute raisonnable que le prélèvement forcé d'organes sur des prisonniers d'opinion est pratiqué depuis longtemps en Chine et concerne un nombre très important de victimes». Les membres du mouvement spirituel Falun Gong sont «probablement» les principaux concernés. **ATS**

Trump 2020

Après «Make America Great Again», «Keep America Great». Donald Trump a officiellement lancé mardi soir à Orlando, en Floride, sa campagne pour la présidentielle de 2020. Le milliardaire républicain, en position délicate dans les sondages, sait qu'il devra s'imposer dans cet État s'il veut décrocher un second mandat comme ses trois prédécesseurs, Barack Obama, George W. Bush et Bill Clinton. **ATS**

Boris Johnson conforte son avance

Royaume-Uni Boris Johnson, champion des pro-Brexit, a conforté mardi son avance dans la course à la succession de la première ministre britannique, Theresa May. Le député conservateur a fini largement en tête du 2^e tour du vote. **ATS**

21 mois de prison pour des vidéos

Nouvelle-Zélande La justice a condamné mardi à 21 mois de prison un homme qui avait diffusé sur les réseaux sociaux des vidéos des massacres commis dans deux mosquées de Christchurch le 15 mars. Interrogé par le juge pour savoir ce qu'il pensait de ces vidéos, l'homme les a qualifiées de «géniales». **Reuters**

Environnement

La pression monte contre l'usage des pesticides

Les Jeunesses de partis de droite plaident pour une alternative aux deux initiatives débattues dès ce mercredi au Conseil national

Lucie Monnat

«Nous ne pouvons pas rester sur un statu quo», lâche Nicolas Jutzet, vice-président des Jeunes PLR. Jugant «l'urgence du problème incontestable», les Jeunes PLR, PDC, PBD, PEV et Vert'libéraux s'allient pour mettre la pression sur l'élaboration d'un contre-projet aux initiatives réclamant une limitation drastique des pesticides en Suisse.

Ce mercredi et jeudi, la troisième semaine de session parlementaire sera marquée par un débat mouvementé au National. Sur la table, deux initiatives, intitulées «Eau propre» et «Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse». Jugés extrêmes, ces textes ont peu de chances de passer la rampe. Pour éviter que l'idée de diminuer l'usage de pesticides en Suisse finisse aux oubliettes, les Verts tenteront de renvoyer les textes en commission afin d'élaborer un contre-projet, davantage susceptible de récolter un consensus.

Le reste de la gauche devrait suivre le mouvement, tandis que l'UDC, le PDC et une partie du PLR ne veulent pas en entendre parler. D'autres acteurs, moins attendus,

y apportent leur soutien, à l'instar des Jeunesses de droite. «Il faut que nos élus à Berne fassent une mise à jour sur la question, poursuit Nicolas Jutzet. On ne peut plus admettre que l'agriculture soit largement subventionnée tout en ayant un fort impact négatif sur l'environnement.» La position des Jeunes PLR s'accorde d'ailleurs avec une majorité de la base du PLR, sondée en vue des élections fédérales: 81% des électeurs libéraux-radicaux se déclarent soucieux des problématiques de l'environnement.

Les Jeunesses de partis de droite ont ainsi envoyé une lettre à leurs élus fédéraux, les enjoignant de soutenir un contre-projet «pragmatique et responsable», afin de «respecter l'intérêt et les aspirations de la jeune génération pour garder les sols, l'air et l'eau intacts».

«Préoccupation majeure»

Autre désaccord de branche, celui entre l'Union suisse des paysans (USP), fermement opposée à une quelconque législation en la matière, et l'Association des petits paysans. L'USP craint d'ajouter des contraintes à des agriculteurs déjà sous pression, mais estime également que le plan d'action «Produits phytosanitaires» du Conseil fédéral est suffisant. «L'USP estime que l'on en fait déjà assez, mais cela ne nous semble pas correct, explique Bettina Erne, responsable pour la Suisse romande de l'Association des petits paysans. Ces deux initiatives té-



Des propositions germent pour éviter q

«On ne peut plus admettre que l'agriculture soit largement subventionnée tout en ayant un fort impact négatif sur l'environnement»

Nicolas Jutzet

Vice-président des Jeunes PLR

Accord-cadre avec l'UE: Bruxelles estime que Berne est de mauvaise foi

Exaspérée, la Commission européenne renonce pour l'heure à prolonger l'équivalence boursière

La lueur d'optimisme jetée par la réponse de Jean-Claude Juncker aux demandes suisses de «clarifications» a fait long feu. Mardi, la Commission européenne, qu'il préside, a constaté «l'absence de progrès suffisants» vers une signature de l'accord-cadre avec l'Union européenne, en négociation depuis 2014. Elle s'est donc abstenue de proposer une prolongation de l'accès de la Bourse suisse aux investisseurs européens. «Si la Commission n'en décide pas autrement, l'équivalence expirera automatiquement le 30 juin», a indiqué le vice-président Maros Sefcovic après la réunion hebdomadaire du collège.

Cette abstention marque une profonde exaspération. La Commission estime que le président de la Confédération, Ueli Maurer, était de mauvaise foi dans sa lettre du 7 juin. «Six mois après qu'un accord a été trouvé, le Conseil fédéral nous dit qu'il n'est pas prêt à signer, mais il n'autorise pas les négociateurs suisses à venir négocier», déplorait des sources européennes.

Mercredi dernier, le secrétaire d'État Roberto Balzaretto était en effet à Bruxelles, mais il n'aurait pas pu «s'asseoir à la table» avec ses interlocuteurs européens, selon nos sources. «J'ai l'impression très distincte que le gouvernement suisse joue la montre depuis notre accord politique de l'an dernier. Ils ne veulent pas s'engager d'ici aux élections d'octobre 2019», avait écrit le commissaire Hahn au président Juncker à la veille de la réunion de mardi.

Il n'y a pas que cela. Pour la Commission, la lettre d'Ueli Maurer comporte de graves contradictions. En fait de «clarifications», elle demande la suppression pure et simple d'un paragraphe sur les aides d'État. Or le retirer, «ce n'est pas clarifier ou interpréter, c'est modifier» l'accord, constate-t-on à Bruxelles. Il est aussi jugé inacceptable d'interpréter l'accord de telle manière que la directive de 2004 sur la libre circulation ne doit pas être reprise dans le droit suisse, comme l'a demandé le Conseil fédéral. «C'est un élément clé de l'accord», insiste une source.

À Bruxelles, on souligne le fait que la négociation a eu lieu de bonne foi, de façon à trouver des «compromis équilibrés et justes». La Suisse «a obtenu des choses que

les États membres n'ont pas le droit de faire», notamment dans le domaine des mesures d'accompagnement destinées à protéger le marché du travail.

La procédure européenne laisse jusqu'à vendredi à la Commission pour proposer aux États membres une éventuelle prolongation de l'équivalence boursière. Officiellement, «la porte reste ouverte». «Nous sommes prêts à travailler jour et nuit» sur ces clarifications, assure-t-on côté européen, mais «il y a une difficulté, puisque nous n'avons toujours pas réellement eu de réunion de travail avec nos interlocuteurs».

EconomieSuisse a indiqué mardi qu'elle «regrette fortement la tournure que prennent les événements» et rappelé «les enjeux tant économiques que politiques énormes pour les deux parties».

À Bruxelles, les yeux sont à présent braqués sur le sommet européen de jeudi et vendredi, où doit être discutée la succession de Jean-Claude Juncker, dont le mandat expire le 31 octobre. Les fonctionnaires concernés ne s'attendent pas à ce que le dossier suisse vienne s'ajouter à l'agenda déjà chargé des chefs d'État et de gouverne-

Florence Autret Bruxelles